

Index AI : PRE01/301/2012
19 June 2012

Syrie. Les transferts présumés d'hélicoptères mettent en évidence la nécessité d'un embargo sur les armes

L'utilisation accrue d'hélicoptères par l'armée syrienne fait courir encore plus de risques aux civils et renforce les arguments en faveur d'un embargo international sur les armes, a déclaré Amnesty International mardi 19 juin, alors que selon certaines informations un navire russe acheminant des hélicoptères d'attaque vers la Syrie aurait été intercepté en mer du Nord.

Le ministère britannique des Affaires étrangères a déclaré mardi qu'il était « informé de l'existence d'un navire transportant une cargaison d'hélicoptères d'attaque rénovés, de fabrication russe, à destination de la Syrie ». Ce navire ferait désormais route vers la Russie après l'annulation de son assurance.

« Les affrontements entre l'armée et les groupes d'opposition armés en Syrie se sont intensifiés ces dernières semaines et l'armée semble recourir de plus en plus à des hélicoptères de combat, ce qui risque d'augmenter le nombre de victimes parmi les civils », a affirmé Donatella Rovera, principale conseillère d'Amnesty International pour les situations de crises, qui vient de passer plusieurs semaines en Syrie, où elle a rencontré des victimes des tirs aveugles d'hélicoptères dans le nord du pays.

« Dans ce contexte, toute partie fournissant au gouvernement syrien des hélicoptères d'attaque – ou assurant leur maintenance, leur réparation ou leur modernisation – fait preuve d'un mépris flagrant pour l'humanité. »

Cette dernière expédition d'armement met en évidence la nécessité pour les membres des Nations unies de s'accorder, lors des négociations finales qui débiteront dans quelques semaines, sur un [traité contre les armes](#) efficace qui protège les droits humains et mette un terme aux transferts d'armes lorsqu'il existe un risque non négligeable pour qu'elles soient utilisées pour commettre de graves violations des droits fondamentaux ou des crimes de droit international.

Au cours des [recherches qu'elle a menées en Syrie en avril et mai](#), Amnesty International a découvert que des hélicoptères sont régulièrement utilisés en renfort et pour des missions de surveillance lors d'opérations sur le terrain.

Des hélicoptères ont également servi à effectuer des tirs de mitrailleuses et, semble-t-il, des tirs de roquettes. Comme avec d'autres armes, l'armée syrienne utilise les hélicoptères sans le moindre discernement, provoquant des victimes parmi la population civile.

Dans nombre des régions où se sont rendus des représentants d'Amnesty International en mai et en juin, des habitants ont décrit la manière dont les forces armées ont fait irruption dans leur ville ou leur village avec des dizaines de chars et de véhicules blindés, dans certains cas soutenus par des hélicoptères de combat, tirant sans distinction et prenant pour cible ceux qui essayaient de s'enfuir.

Une femme de 23 ans vivant à Taftanaz, à l'est d'Idlib, a expliqué à Amnesty International qu'elle pensait

avoir été touchée à la cuisse par un tir de mitrailleuse provenant d'un hélicoptère alors qu'elle essayait de fuir la ville, le 3 avril 2012.

« Comme l'armée arrivait, mes sœurs, mes belles-sœurs, les enfants et moi sommes tous montés dans le pick-up de mon père pour sortir de la ville et aller quelque part où on serait en sécurité. Beaucoup d'autres habitants fuyaient aussi et des hélicoptères tiraient d'au-dessus, et juste au moment où on quittait la ville j'ai reçu une balle dans la cuisse, probablement tirée depuis l'hélicoptère parce qu'il n'y avait pas de militaires autour de nous. C'était terrifiant, surtout parce que mon petit garçon était assis sur mes genoux et qu'on a eu de la chance qu'il ne soit pas touché. »

Un ouvrier du bâtiment de 41 ans, père de huit jeunes enfants et vivant à Anadan, au nord d'Alep, a également déclaré à Amnesty International qu'il avait été blessé aux deux jambes par des tirs provenant d'un hélicoptère alors qu'il rentrait chez lui après le travail, tard dans l'après-midi, à la fin du mois de février.

Amnesty International a également recueilli les témoignages de nombreux autres habitants d'Anadan blessés ce jour-là par des balles tirées par des mitraillettes embarquées sur des hélicoptères.

Appels en faveur d'un embargo sur les armes

Amnesty International a appelé le Conseil de sécurité des Nations unies à imposer immédiatement un embargo sur les armes à destination de la Syrie dans le but d'interrompre le flux d'armes à destination du gouvernement du pays, et à mettre en place un mécanisme efficace chargé de surveiller le respect de cette mesure.

En l'absence d'un embargo de ce type, tous les gouvernements doivent immédiatement mettre fin aux transferts à destination de la Syrie de toutes formes d'armes, de munitions, de matériel militaire, de sécurité et de maintien de l'ordre ainsi que de formation et de personnel. Tout État qui envisage de fournir des armes à l'opposition doit disposer des mécanismes nécessaires pour garantir que ce matériel ne servira pas à commettre des atteintes aux droits humains ni des crimes de guerre.